

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BOURSORAMA

Société Anonyme au capital de 53 576 889,20 Euros
Siège Social : 44, rue Traversière, 92772 Boulogne-Billancourt Cedex
SIREN : 351 058 151 R.C.S. Nanterre - APE : 671 A

Les documents comptables relatifs aux comptes sociaux et aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2023 ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale ordinaire du 24 mai 2024.

A. — Comptes annuels au 31 décembre 2023

I. — Bilan et hors bilan sociaux au 31 décembre 2023
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Caisse, Banques centrales	Note 2	350 129	273 304
Effets publics et valeurs assimilées	Note 5	129 469	187 314
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Note 3	27 454 468	21 721 466
Prêts et créances sur la clientèle	Note 4	12 664 300	13 304 508
Obligations et autres titres à revenus fixes	Note 5	262 109	261 286
Actions et autres titres à revenus variables	Note 5	50	50
Participations et autres titres détenus à long terme	Note 6	40 161	27 814
Parts dans les entreprises liées	Note 6	1	241
Opérations de location financement et assimilées		0	0
Immobilisations corporelles et incorporelles	Note 7	239 439	246 758
Actions propres	Note 5	0	0
Autres actifs et comptes de régularisation	Note 8	338 845	634 723
Total		41 478 970	36 657 465

Passif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	Note 9	10 277 004	9 405 546
Dettes envers la clientèle	Note 10	29 951 618	26 081 166
Dettes représentées par un titre	Note 11	0	0
Autres passifs et comptes de régularisation	Note 11	309 796	269 099
Provisions	Note 12/13	24 149	20 787
Dettes subordonnées	Note 14	70 441	70 267
Total dettes		40 633 009	35 846 865
Capitaux propres :		845 961	810 600
Capital souscrit		51 172	51 172
Prime d'émission		1 034 738	1 034 738
Réserve légale		3 555	3 555
Réserves et report à nouveau		-278 865	-113 727
Résultat de l'exercice		35 362	-165 138
Total		41 478 970	36 657 465

Hors-bilan	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés :			
Engagements de financement donnés	Note 15	1 538 240	1 499 797
Engagements sur crédits clients douteux	Note 15	882	788
Engagements de garantie donnés	Note 15	8 432 420	7 680 741
Engagements sur titres	Note 15	122 478	130 591
Devises à livrer	Note 15	0	0
Engagements reçus :			
Engagements de financement reçus	Note 15	0	0
Engagements de garantie reçus	Note 15	11 231 231	11 712 798
Titres à recevoir	Note 15	122 478	130 591
Engagements sur instruments financiers à terme :			
Swaps - engagements donnés	Note 15	10 623 500	9 054 500
Caps de trading - engagements donnés	Note 15	3 500	3 500
Contrats à terme - à livrer (engagements reçus)	Note 15	0	0

II. — Compte de résultat social de l'exercice 2023

(En milliers d'Euros)	Notes	Exercice 2023	Exercice 2022
Intérêts et produits assimilés	Note 16	1 367 466	368 564
Intérêts et charges assimilées	Note 16	-1 003 019	-175 443
Revenus des titres à revenu variable		14	29
Rémunération versée sur actions de préférence			
Commissions (produits)	Note 17	335 094	268 117
Commissions (charges)	Note 17	-316 756	-337 042
Résultat net des opérations financières			
<i>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</i>	Note 18	1 890	1 087
<i>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</i>	Note 19	956	-3 350
Produits des autres activités	Note 20	18 488	16 089
Charges des autres activités	Note 20	-15 819	-14 692
Produit net bancaire		388 315	123 358
Frais de personnel	Note 21	-99 166	-87 376
Autres frais administratifs	Note 22	-189 557	-218 727
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		-17 118	-14 447
Résultat brut d'exploitation		82 474	-197 192
Coût du risque	Note 23	-25 566	-20 510
Résultat d'exploitation		56 909	-217 701
Gains ou pertes sur actif immobilisé	Note 24	-	-12
Résultat courant avant impôt		56 909	-217 714
Impôts sur les bénéfices		-21 547	52 575
Résultat net		35 362	-165 138

III. — Évolution des capitaux propres

(En milliers d'Euros)	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2021	43 774	642 135	3 555	-39 953	-73 774	575 738
Affectation du résultat 2021				-73 774	73 774	0
Résultat 2022					-165 138	-165 138
Augmentation de capital	7 397	392 603				400 000
Capitaux propres au 31/12/2022	51 172	1 034 738	3 555	-113 727	-165 138	810 600
Affectation du résultat 2022				-165 138	165 138	0
Résultat 2023					35 362	35 362
Augmentation de capital	0	0				0
Capitaux propres au 31/12/2023	51 172	1 034 738	3 555	-278 865	35 362	845 961

Proposition d'affectation du résultat 2023 : affectation du bénéfice de l'exercice de 35 361 576,55 euros en totalité en report à nouveau. Le report à nouveau antérieur qui est débiteur de 283 902 910,88 euros s'élèvera après affectation du résultat 2023, à 248 541 334,33 euros débiteur.

IV. — Principaux événements de l'exercice**Crises : guerre en Ukraine et conséquences économiques**

L'année 2023 a été marquée par un cumul d'incertitudes, avec en particulier la poursuite du conflit en Ukraine, mais également les tensions sur le secteur bancaire aux Etats-Unis et en Europe en début d'année, ainsi que la situation au Proche-Orient en fin d'année. Les politiques monétaires ont été clairement restrictives. Privilégiant la maîtrise de l'inflation, les banques centrales ont procédé à des hausses de taux rapides et importantes. Dans la zone euro :

- le ralentissement de l'activité économique constaté au premier semestre 2023 s'est poursuivi et accentué au deuxième semestre ;
- l'inflation est restée élevée en 2023 et devrait baisser en -dessous des 3% en 2024 et revenir proche de la cible à moyen terme.

V. — Notes annexes aux comptes annuels.

Note 1. — Principales règles d'évaluations et de présentation des comptes annuels.

Présentation de l'activité de la société

Boursorama exerce une activité de banque en ligne et de courtage en ligne ainsi qu'un site d'informations économiques et financières (boursorama.com).

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de Boursorama relatifs à l'exercice 2023 ont été établis conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit en France (règlement ANC n° 2014-07 amendé par le règlement n° 2020-10).

- **Créances envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identiques, même entité de comptabilisation, et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, articles n° 2211-1 à 2251-13, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par Boursorama de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence d'une garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux. En tout état de cause, le déclassement en encours douteux est effectué s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières), ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses ou de provisions sur engagements douteux à hauteur des pertes probables. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique *Coût du risque*.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. De même les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis. Cette identification intervient à la échéance du terme ou à la résiliation du contrat et en tout état de cause un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Les encours dits « restructurés » au sein du groupe Boursorama concernent les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiés contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration).

Sont exclues de ces encours les renégociations commerciales qui concernent des clients pour lesquels la Banque accepte de renégocier la dette dans le but de conserver ou développer une relation commerciale, dans le respect des règles d'octroi en vigueur, et sans abandon de capital ou d'intérêts courus.

Toute situation conduisant à une restructuration de crédit doit impliquer le classement du client concerné en défaut bâlois et le classement des encours en encours dépréciés.

Les clients dont les créances ont été restructurées sont maintenus en défaut tant que la Banque a une incertitude sur leur capacité à honorer leurs futurs engagements et au minimum pendant un an.

Le montant total des encours de crédit restructurés au 31.12.2023 s'élève à 26 M EUR contre 22 M EUR au 31.12.2022.

• Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Epargne réglementée centralisée

Le règlement n° 2020-10 entrée en vigueur pour les états financiers clos le 31 décembre 2020 a modifié la présentation au bilan de la créance sur le Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations. Cette créance représente la quote-part de l'épargne collectée sur les livrets A, livrets de développement durable et solidaire et comptes sur livret d'épargne populaire que la banque est tenue de transférer pour centralisation auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Cette créance, qui était présentée précédemment dans le poste *Prêts et créances sur les établissements de crédit* à l'actif du bilan, est désormais présentée au passif du bilan en déduction des *Comptes d'épargne à régime spécial* dans la rubrique *Dettes envers la clientèle*.

En revanche, selon l'article 2631-4, la rémunération courue à recevoir du fonds d'épargne au titre de la centralisation reste présentée au compte de créance à vue sur les établissements de crédit et figure donc à l'actif du bilan (Note 3 des annexes).

• Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

• Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût historique d'acquisition aux valeurs d'apport. Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilité, selon la méthode linéaire. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Agencements	10 ans
Mobiliers	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels acquis, frais d'étude informatique	3 ans
Frais d'établissement	3 ans

Les fonds de commerce issus des fusions absorptions de Selftrade SA et CaixaBank France par Boursorama ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'une dépréciation si leur valeur d'utilité devient inférieure à leur valeur d'inventaire.

La valeur d'utilité des fonds de commerce est déterminée en utilisant la méthode des cash flows futurs actualisés des activités générées en France.

• Portefeuilles titres

Les titres sont classés en fonction de :

- leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation similaires qui sont les suivantes :

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation relative au portefeuille-titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions classées en titres de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique *Revenus des titres à revenu variable*.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique *Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe* du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas des titres cotés, des cours de bourse les plus récents. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, dont le calcul tient compte des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées dans la rubrique *Résultat net des opérations financières* du compte de résultat.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels Boursorama a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause l'intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance.

Ces titres d'investissement peuvent être désignés comme éléments couverts dans le cadre d'une opération de couverture affectée ou de couverture globale du risque de taux d'intérêt réalisée au moyen d'instruments financiers à terme.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique *Gains nets sur actifs immobilisés* du compte de résultat.

Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Il s'agit d'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de Boursorama, et notamment ceux répondant aux critères suivants :

- titres de sociétés ayant des administrateurs ou des dirigeants communs avec Boursorama, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;
- titres de sociétés appartenant à un même Groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;
- titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de Boursorama.

Il s'agit d'autre part des autres titres détenus à long terme, constitués par les investissements réalisés par Boursorama, sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique *Revenus des titres à revenu variable*.

À la clôture de l'exercice, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres et les perspectives de rentabilité. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres, incluant les résultats dégagés lors de l'apport de ces titres à des offres publiques d'échange, sont comptabilisées dans la rubrique Gains nets sur actifs immobilisés.

• **Emprunt des titres**

L'application de l'amendement n° 2020-10 entrée en vigueur pour les états financiers clos le 31 décembre 2020 a conduit à modifier la présentation au bilan des titres empruntés. Ces titres, qui étaient présentés précédemment à l'actif du bilan parmi les titres de transaction dans les rubriques *Effets publics et valeurs assimilées*, *Obligations et autres titres à revenus fixes*, et *Actions et autres titres à revenu variable*, sont désormais présentés au passif du bilan en déduction des dettes sur titres empruntés dans la rubrique *Autres passifs et comptes de régularisation*. Cette nouvelle présentation des titres empruntés permet de donner une information plus pertinente sur l'exposition de la banque aux risques et avantages liés à la détention des titres empruntés et à l'obligation indissociable de les restituer à l'échéance de l'opération d'emprunt.

A la clôture des présents états financiers, Boursorama ne réalise aucune opération d'emprunt de titres.

• **Actions propres**

Conformément au règlement CRC n°2008-15 du 4 décembre 2008, les actions propres sont divisées en deux catégories :

- Les actions destinées à être attribuées aux employés et affectées à des plans d'attributions gratuites ou à des plans d'options d'achat d'actions déterminés. Un passif est alors comptabilisé égal au produit entre le coût d'entrée des actions, diminué du prix d'exercice dans le cas des plans d'options d'achat, par le nombre d'actions qui devrait être attribué compte tenu des dispositions du plan d'attribution.
- Les actions disponibles pour être attribuées aux salariés ou pour régularisation des cours de bourse. Elles sont évaluées au plus bas de leur valeur d'usage (représentée par la valeur de marché) et de leur prix d'acquisition.

À la date d'arrêté des comptes, Boursorama ne détient pas d'actions propres.

• **Opérations sur les instruments financiers à terme**

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements 88-02 et 92-04 du Comité de la Réglementation Bancaire et de l'instruction 88-01 de la Commission bancaire. Les engagements nominaux sur les instruments financiers à terme sont présentés sous une ligne unique à l'hors-bilan ; ce montant représente le volume des opérations en cours ; il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés. Les dérivés de crédit achetés à titre de couverture du risque de crédit sur des actifs financiers non évalués à leur valeur de marché sont quant à eux classés et traités comme des engagements de garanties reçus.

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférents aux instruments financiers à terme :

Opérations de couverture

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en *Résultat net des opérations financières*, dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. Ils sont inscrits en *Résultat net des opérations financières* dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

Opérations de marché

Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, ainsi que des instruments (tels que les dérivés de crédit, options complexes ...) qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction, et d'autre part certains instruments de dettes intégrant une composante d'instrument financier à terme dès lors que ce classement reflète de manière plus appropriée les résultats et risques associés. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture ; en l'absence de marché liquide, cette valeur est généralement déterminée à partir de modèles internes.

Par ailleurs, pour les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt négociées de gré à gré, la valeur de marché tient compte des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs.

Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat en *Résultat net des opérations financières*.

• **Provisions pour risques et charges**

Ces provisions sont déterminées sur la base d'une analyse au cas par cas des risques et charges que supportera la société.

En application du règlement CRC 2000-06, les provisions pour risques et charges sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise ; un passif représentant une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressource au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

• Risque de crédit

1 – Nouvelle définition du défaut

Depuis fin 2020 Boursorama applique la nouvelle définition de défaut (NDOD) pour classer les encours en douteux.

Le défaut est appliqué au niveau d'obligor. Si un obligor est en défaut, alors l'intégralité de ses expositions vis-à-vis de Boursorama sera en défaut.

L'obligor est défini par un règlement Européen (RÈGLEMENT (UE) N° 575/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 juin 2013) et traduit la granularité à prendre en compte pour le calcul du seuil de matérialité et de l'application du principe de contagion.

Concrètement, un Obligor détient un ou plusieurs Contrats (comptes/crédits) et est soit :

- Une personne physique individuelle,
- Un groupe de personnes physiques individuelles et/ou morale (Obligor « joint »),
- Une Entreprise Individuelle,
- Une Personne Morale.

Un Obligor est réputé en défaut quand l'un et/ou l'autre des critères suivants est rempli :

Critère d'arriérés de paiement :

- Les arriérés de paiement vis-à-vis de Boursorama et relatifs à des obligations de crédit ont dépassé les seuils de matérialité suivants pendant 90 jours en continu :
 - Une limite absolue de 100 euros ;
 - Une limite relative de 1%. Cette limite est calculée via le ratio (montant des arriérés de paiement de l'obligor) / (encours bilan de l'obligor).

- Critère d'absence probable de paiement (UTP ou "Unlikelihood to pay") :

« Unlikelihood to pay » (UTP) ou une absence probable de paiement, défini par un règlement Européen (RÈGLEMENT (UE) N° 575/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 juin 2013), est un critère pour lequel l'Obligor devra être automatiquement mis en défaut, quel que soit le montant de l'impayé (y compris s'il n'y a pas d'impayé).

- Boursorama estime peu probable que le débiteur soit en mesure de s'acquitter de la totalité de ses obligations de crédit, y compris avec la mise en œuvre de l'exercice d'un collatéral ou la réalisation d'une garantie. Les principales situations de placement en UTP sont : client Contentieux, les restructurations, la fraude, les liquidations et redressements judiciaires, décision Boursorama, passage à perte, obligor joint avec obligor individuel en défaut.

Le déclassement en défaut est réalisé automatiquement et sauf dans certains cas (UTP décision Boursorama), sans intervention d'un collaborateur Boursorama.

Lorsqu'il n'existe aucun arriéré de paiement sur une obligation de crédit du débiteur, ou lorsque aucun arriéré ne dépasse 90 jours, ou, enfin, que le montant d'arriérés n'a pas dépassé le seuil de matérialité sans interruption pendant 90 jours, le débiteur peut tout de même être déclassé en défaut dès lors qu'il remplit un des critères UTP.

2 – Politique de provisionnement

L'évaluation des risques est réalisée mensuellement, en particulier les dossiers douteux non contentieux font l'objet d'une révision dossier par dossier qui aboutit soit :

- à une régularisation à brève échéance (accord de règlement avec le client, prise en charge par une compagnie d'assurance, vente en cours du bien objet du financement) ;
- au transfert en gestion contentieuse, à l'occasion du comité mensuel entre le service Gestion Incidents Comptes et le service contentieux.

A partir de l'entrée en douteux sur les critères décrits ci-dessous, le provisionnement des intérêts, des frais et accessoires est automatique à hauteur de 100 % pour tous les crédits (comptes débiteurs et prêts).

Pour tous les prêts bénéficiant d'une garantie, le provisionnement en capital est effectué en fonction de la valeur de la garantie enregistrée dans le système d'information. Les prêts garantis par Crédit Logement étant totalement couverts, seuls sont provisionnés les frais, intérêts et accessoires.

Le provisionnement des crédits à la consommation et des comptes débiteurs sans garantie est également automatisé selon les taux présentés ci-dessous. Le provisionnement en capital des prêts personnels et des comptes débiteurs sans garantie est également automatisé.

Le provisionnement en défaut est progressif en fonction de l'ancienneté dans le défaut. Ainsi, les taux de provisionnement appliqués commencent à 40% dès l'entrée en défaut pour atteindre 100% au bout de deux ans et demi. Les taux de provisionnement appliqués sont repris dans la grille ci-après :

Trimestre entrée en défaut	T1	T2	T3 à T4	T5 à T9	T10
Taux de provisionnement CAV et Crédit Consommation	40%	45%	55%	70%	100%

3. — Montant des pertes et recouvrement

Au 31/12/2023, le montant net des pertes et recouvrement sur perte relatif au risque de crédit s'élève à 13 758 K€ contre 7 822 K€ à fin 2022.

- **Dettes subordonnées**

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

L'emprunt subordonné à durée déterminée (sur 10 ans) d'un montant de 70 M€, éligible aux fonds propres complémentaires (Tires 2), a été mise en place en 2019 auprès de la Société Générale.

- **Impôt courant**

Conformément aux dispositions fiscales françaises qui définissent le taux normal de l'impôt sur les sociétés, le taux global de l'impôt sur les sociétés en 2022 est de 28,41% (le taux normal de 27,5% auquel s'ajoute la Contribution Sociale sur les Bénéfices (CSB) de 3,3%) pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 250 MEUR et de 27,37% pour celles en dessous du seuil (le taux normal de 26,5% réhaussé de la contribution additionnelle de 3,3%). Boursorama SA réalisant le chiffre d'affaires supérieur au seuil de 250 MEUR, son taux d'imposition de l'exercice 2022 est de 28,41%.

Depuis l'exercice 2016, Boursorama est intégré fiscalement dans le groupe d'intégration fiscale de Société Générale. Une convention d'intégration fiscale a été signée le 26/02/2016 avec l'effet au 1^{er} janvier 2016. Elle prévoit que la société intégrée constate dans ses comptes la dette d'impôt sur les sociétés et de contribution sociale sur les bénéfices (sans prise en compte de l'abattement sur l'IS ni du plafonnement sur le chiffre d'affaires) vis-à-vis de la société intégrante, nette après imputation des crédits d'impôt de toute nature.

En cas de déficit ou de moins-value nette à long terme subi par la société intégrée, celle-ci constate symétriquement au 31/12 de l'exercice une créance d'impôt sur les sociétés et de contribution sociale sur les bénéfices (sans prise en compte de l'abattement sur l'IS ni du plafonnement sur le chiffre d'affaires) sur la société intégrante.

A noter que Boursorama SA ne disposait pas de déficits reportables générés avant l'intégration fiscale.

En matière de crédit d'impôt, les règles d'imputation et d'éventuel remboursement en cas d'excédent de crédit d'impôt sur la dette d'impôt sur les sociétés applicables, sont les règles qui auraient été applicables à la société intégrée si celle-ci n'était pas membre du groupe.

- **Avantages au personnel**

Boursorama peut accorder à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que les régimes de retraite ou indemnités de fin de carrière,
- des avantages à long terme, tels que les bonus différés, les médailles du travail ou le compte épargne temps,
- des indemnités de fin de contrat de travail.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir l'intégralité de ces engagements. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Par ailleurs, Boursorama a souscrit en décembre 2020 à une société d'assurance allemande le contrat « Contractual Trust Arrangement » destiné à couvrir les dépenses liées au régime de retraite de l'ancienne succursale allemande.

La décision de l'IFRIC - qui a eu lieu sur l'exercice 2021 - a modifié la période de service considérée pour l'acquisition des droits plafonnés qui dépendent de l'ancienneté et qui requièrent la présence du salarié dans l'entreprise lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.

Ainsi la période de service de tels régimes correspond à celle pendant laquelle le salarié acquiert des droits jusqu'à la date à laquelle les services additionnels rendus cessent de générer des droits à prestations additionnels significatifs.

Au titre d'illustration, pour les régimes français pour lesquels les indemnités de fin de carrière sont plafonnées au-delà de 30 ans d'ancienneté, on considère qu'au-delà de la 30^{ème} année de service le salarié n'acquiert plus de droits additionnels significatifs. Par conséquent la période de service prise en considération se trouve donc réduite à 30 ans conduisant à une reprise partielle de la provision.

- **Reconnaissance des revenus**

Boursorama enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant les services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée.

- **Commissions**

Boursorama applique le règlement CRC n°2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

Dans ce cadre Boursorama a opté pour la méthode alternative basée sur un étalement des frais au prorata du capital restant dû.

- **Résultat exceptionnel**

La rubrique Résultat exceptionnel comprend les produits et charges encourus par Boursorama dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de Boursorama.

Note 2. – Caisse, Banques Centrales

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Caisse	2	2
Banques centrales	350 127	273 302
Total	350 129	273 304

Note 3. – Prêts et créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Comptes et prêts		
A vue et au jour le jour	6 262 252	2 875 732
Comptes ordinaires	403 252	125 732
Prêts et comptes au jour le jour et autres	5 859 000	2 750 000
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme	20 943 860	18 764 774
Prêts et comptes à terme	20 915 430	18 736 344
Prêts subordonnés et participatifs	28 430	28 430
Créances rattachées	248 356	80 960
Total	27 454 468	21 721 466

Note 4. – Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Prêts et avances à la clientèle		
Créances commerciales	1	0
Autres concours à la clientèle (1)		
Crédits de trésorerie	1 764 979	1 972 149
Crédits à l'exportation	-	-
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits à l'habitat	10 776 058	11 208 557
Autres crédits	146	546
Sous-total	12 541 183	13 181 252
Prêts à la clientèle financière (2)	80	101
Comptes ordinaires débiteurs	74 560	80 041
Créances rattachées	8 204	7 718
Total sains	12 624 027	13 269 113
Créances douteuses non compromises		
Créances douteuses	26 206	30 458
Dépréciation sur créances douteuses	-17 334	-15 380
Créances douteuses compromises		
Créances douteuses	97 409	75 960
Dépréciation sur créances douteuses	-66 008	-55 643
Total douteux nets	40 273	35 396
Total des prêts et créances sur la clientèle	12 664 30	13 304 508

(1) Répartition par type de clientèle des autres concours à la clientèle

(2) Correspond au prêt consenti à la filiale SNC Boursorama Investissement

Répartition par type de clientèle des autres concours à la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Clientèle non financière		
Entreprises	13 448	69 976
Particuliers	12 525 029	13 108 133
Professions libérales	3 021	3 627
Collectivités locales		
Gouvernements et Administrations Centrales	-	-
Autres		
Total	12 541 497	13 181 735

Note 5. – Effets publics, obligations et autres titres à revenus fixe, actions et autres titres à revenus variable

a) Titres de transaction

Boursorama ne possède aucun titre de transaction.

b) Titres de placement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Acquisitions, dotations	Cessions, remboursements	Autres variations	31/12/2023
Effets publics (1)	190 664	-	-56 000	-2 907	131 757
Obligations et autres titres à revenus fixes (1)	261 286	1 795	-	-867	262 214
Dépréciation	-3 350	-	956		-2 394
Sous-total Obligations et autres titres à revenus fixes	448 600	1 795	-55 044	-3 774	391 577
Actions et autres titres à revenus variables	50				50
Dépréciation	-				-
Sous-total Actions et autres titres à revenus variables	50			0	50
Total Titres de placement	448 600	1 795	-55 044	- 3 774	391 627
dont titres cotés	304 028				244 707

(1) Y compris créances rattachées dont la variation est présentée dans la colonne "Autres variations".

c) Actions propres

Boursorama ne possède aucune action propre depuis fin 2014.

Note 6. – Filiales et participations

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/12/2022	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2023	Cumul des dépréciations au 31/12/2022	Dépréciations	Reprises	Autres mouvements	Cumul des dépréciations au 31/12/2023	Valeur nette au 31/12/2022	Valeur nette au 31/12/2023
Participations et autres titres détenus à long terme (1)	27 814	12 348			40 162	-			-	-	27 814	40 162
Parts dans les entreprises liées	301		-300		1	-60	60	-		-	241	1
Total	28 115	12 348	-300	-	40 163	-60	60	-	-	-	28 055	40 163

(1) Le montant en acquisition correspond aux cotisations FGDR au titre de Certificats d'associés.

Provisions sur titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Provision sur parts dans les entreprises liées	-	-60
Provisions sur autres titres de participation	-	-
Total Provisions sur titres de participation	-	-60

Note 6A. – Tableau des filiales et participations

(En milliers d'Euros)	Informations financières										
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (En %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société mère et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
Filiales et participations											
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société											
1. Filiales (détenues à plus de 50%)											
Selbank											
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
Néant											
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société											
1) Filiales non reprises au paragraphe "A" :											
Filiales françaises	1	111	99,00	1	1	101		-68	-49		
SNC Boursorama Investissement	1	111	99,00	1	1	101		-68	-49		
Filiales étrangères											
2) Participations non reprises au paragraphe "A" :											
Participations dans les sociétés françaises				191	191	14					
Participations dans les sociétés étrangères											

Note 7. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/12/2022	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2023	Cumul des amortissements et dépréciations au 31/12/2022	Dotations aux amortissements	Reprises d'amortissements	Autres mouvements	Cumul des amortissements et dépréciations au 31/12/2023	Valeur nette au 31/12/2023	Valeur nette au 31/12/2022
Immobilisations incorporelles :												
Logiciel, frais d'étude informatique	79 890	1 113		1 021	82 024	-72 779	-4 794			-77 573	4 450	7 111
Immobilisations en cours	1 950	790		-1 021	1 719	-				-	1 719	1 950
Autres immobilisations incorporelles	167 929	-			167 929	-8 254	-4 842			-13 096	154 833	159 676
Sous-total	249 769	1 903	-	-	251 672	-81 032	-9 637	-	-	-90 669	161 003	168 737
Immobilisations corporelles d'exploitation :												
Terrains et constructions	72 643				72 643	-11 483	-1 764			-13 247	59 397	61 161
Matériel informatique	19 477	6 513			25 990	-11 638	-3 884			-15 522	10 468	7 839
Autres	19 566	1 363		-	20 949	-10 544	-1 634		6	-12 378	8 571	9 022
Sous-total	111 686	7 876	-	-	119 562	-33 665	-7 481	-	-	-41 146	78 436	78 022
Total immobilisations corporelles et incorporelles	361 455	9 799	-	-	371 234	-114 697	-17 118	-	-	-131 815	239 439	246 759

Les autres variations correspondent aux mouvements suivants :

(En milliers d'Euros)	Valeurs brutes				Amortissements et dépréciations				Valeurs nettes			
	Mises au rebut	Autres variations	Virement comptable	Valeur brute - Autres variations	Mises au rebut	Autres variations	Virement comptable	Amortissements et dépréciations - Autres variations	Mises au rebut	Autres variations	Virement comptable	Valeur nette - Autres variations
Immobilisations incorporelles :												
Logiciel, frais d'étude informatique	-		1 021	1 021							1 021	1 021
Immobilisations en cours			-1 021	-1 021							-1 021	-1 021
Autres		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Sous-total		-	-	-		-	-	-		-	0	-
Immobilisations corporelles d'exploitation :												
Terrains et constructions												
Matériel informatique												
Autres		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Sous-total		-	-	-		-	-	-		-	-	-
Total immobilisations corporelles et incorporelles		-	-	-		-	-	-		-	0	-

Le flux de reclassement des immobilisations incorporelles en cours correspond à la mise en service courant la période des immobilisations (projets IT etc.) générées en interne.

Note 8. – Autres actifs et comptes de régularisation

Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Créances auprès des marchés SRD		
Dépôts de garantie versés	178 759	468 511
Créances fiscales	529	1 216
Instruments dérivés	70 221	27 898
Autres actifs	19 851	70 379
Créances douteuses	231	133
Total brut	269 591	568 137
Dépréciation	-237	-156
Total net	269 353	567 981

Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Charges constatées d'avance	7 168	5 266
Produits divers à recevoir	46 058	47 867
Comptes d'encaissement	4 560	5 869
Autres comptes de régularisation	11 705	7 740
Total brut	69 491	66 742

Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dettes à vue et au jour le jour		
Dépôts et comptes ordinaires	297	-
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	10 146	7 575
Sous-total	10 443	7 575
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme (1)	10 221 830	9 379 830
Valeurs données en pension à terme	-	-
Sous-total	10 221 830	9 379 830
Dettes rattachées	44 731	18 141
Titres donnés en pension	-	-
Total	10 277 004	9 405 546

(1) Les emprunts et comptes à terme correspondent entièrement aux emprunts souscrits auprès la Société Générale.

Note 10. – Dettes envers la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	18 840 413	14 505 645
A vue centralisé CDC	-5 459 178	-3 974 963
A terme	2 032 407	2 072 939
Sous-total	15 413 642	12 603 621
Autres dépôts clientèle à vue (1)	12 132 378	13 378 772
Dépôts à terme de la clientèle financière	-	-
Autres dépôts clientèle à terme (1)	2 060 197	73
Dettes rattachées	345 401	98 699
Total dépôts clientèle	29 951 618	26 081 166
Valeurs données en pension à la clientèle	-	-
Titres donnés en pension à la clientèle	-	-
Total	29 951 618	26 081 166

(1) Répartition par type de clientèle des autres dépôts clientèle à vue et à terme

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	227 074	224 590
Particuliers	13 964 665	13 149 048
Clientèle financière	141	4 541
Autres	695	666
Total	14 192 575	13 378 845

Note 11. – Autres passifs et comptes de régularisation.**Autres passifs**

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dépôts de garantie reçus		
Charges à payer sur engagements sociaux	36 855	29 688
Dettes d'impôts	3 396	4 375
Instruments dérivés	49 710	25 967
Autres passifs	121 632	138 694
Dettes sur titres empruntés	-	-
Total	211 593	198 725

Comptes de régularisation

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Comptes créditeurs sur opérations en devises	-	-
Produits constatés d'avance	5 912	5 487
Charges à payer	-	-
Comptes d'encaissement	86 430	61 536
Autres comptes de régularisation	5 861	3 350
Total	98 203	70 374

Note 12. – Comptes et plans d'épargne-logement**1. Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	248 146	223 683
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	384 691	514 810
Ancienneté de plus de 10 ans	165 531	103 678
Sous-total	798 368	842 171
Comptes épargne-logement	178 312	167 294
Total	976 680	1 009 465

2. Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Ancienneté de moins de 4 ans	1 207	15
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	-	-
Ancienneté de plus de 10 ans	-	-
Total	1 207	15

3. Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Plans d'épargne-logement			-	
Ancienneté de moins de 4 ans	334	461	-	795
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	176	938	-	1 114
Ancienneté de plus de 10 ans	185	18	-	203
Sous-total	695	1 417	-	2 112
Comptes épargne-logement	4 303	1 439	-	5 742
Total	4 998	2 856	-	7 854

4. Modalités de détermination des paramètres d'évaluation des provisions

Les paramètres d'estimation des comportements futurs des clients résultent d'observations historiques. La valeur des paramètres ainsi déterminée peut être ajustée en cas de changement de réglementation dès lors que ce dernier peut remettre en question la capacité prédictive des données passées pour déterminer les comportements futurs des clients.

Les valeurs des différents paramètres de marché utilisés, notamment les taux d'intérêt et les marges, sont déterminées à partir de données observables et représentent, à la date d'évaluation, la meilleure estimation retenue par Boursorama des niveaux futurs de ces éléments pour les périodes concernées, en cohérence avec la politique de gestion des risques de taux d'intérêt de la banque de détail.

Les taux d'actualisation retenus sont déterminés à partir de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor à la date d'évaluation, moyennés sur une période de douze mois.

Note 13. – Provisions et dépréciations

A. Dépréciation d'actifs

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Établissements de crédit	-	-
Dépôts et crédits à la clientèle	-83 342	-71 023
Titres de placement et actions propres	-	-
Immobilisations	-1 448	-1 448
Titres de participation	-	-60
Autres	-192	-111
Total	-84 983	-72 642

Le taux de provisionnement a augmenté passant de 0,53% à 0,66%.

La variation du stock de dépréciation d'actifs s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2022	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de périmètre	Autre	Stock au 31/12/2023
Établissements de crédit	-			-					
Dépôts et crédits à la clientèle	-71 023	-26 962	6 827	-20 134	7 815				-83 342
Immobilisations	-1 448		-	-					-1 448
Titres de participation	-60	-	60	60					0
Autres	-111	-108	27	-82					-192
Total	-72 642	-27 070	6 914	-20 156	7 815	-	-	-	-84 982

La répartition par nature des provisions non compromises et compromises sur dépôts et crédits à la clientèle est la suivante :

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2022	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de périmètre	Autre	Stock au 31/12/2023
Compromis	-55 643	-10 376	11	-10 365					-66 008
Non compromis	-15 380	-16 585	6 816	-9 769	7 815				-17 334
Total de dépréciation des encours de la clientèle	-71 023	-26 961	6 827	-20 134	7 815	-	-	-	-83 342

B. Provisions sur passif

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Provisions sur avantages au personnel	8 481	7 685
Provisions pour autres risques et charges	15 669	13 103
Total	24 149	20 787

La variation du stock de provisions s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2022	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Autres	Transfert	Stock au 31/12/2023
Provisions sur avantages au personnel (*)	7 685	700	-312	388	-494	902		8 481
Provisions pour autres risques et charges	13 103	4 874	-2 112	2 762	-196			15 669
Total	20 787	5 574	-2 424	3 150	-690	902	-	24 149

(*) Le montant de provisions sur avantages au personnel se constitue comme ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Comptabilisés en résultat net				Compris dans les autres éléments du résultat global	Autres	31/12/2023
		Prestations services	Coût financier	Coût des services passés	Cotisations versées	Écart actuariel		
Régimes de retraite	1 686	309	46	98	-264	-286	148	1 736
Autres régimes postérieurs à l'emploi	814	-	30		-64	-26	-	754
Autres avantages à long terme	5 185	164	53		-166	-	754	5 990
Provisions pour avantage au personnel	7 685	473	129	98	-494	-312	902	8 480

Les montants constatés en autres mouvements correspondent :

- au reclassement à l'actif de la part d'excédent du régime de retraite de la succursale allemande (+ 147 k€) ;
- à la variation de la provision pour le compte d'épargne de temps (+754 k€) dont le solde au 31/12/2023 s'établit à 3,8 m€ (vs 4,5 m€ à fin 2022).

Les hypothèses financières sont déterminées selon la durée des régimes.

Duration du régime (en années)	31/12/2023	31/12/2022
Prime retraite France (*)	16,6	16,6
Retraite succursale Allemagne	16,2	15,7
Médaille du travail France	12,1	11,6
Régime Mutuel salariés retraités France	10,0	10,0
(*) Le régime d'indemnité de fin de carrière en France a fait l'objet d'une évaluation complète.		

Les hypothèses ci-dessous ont été appliquées pour l'évaluation des régimes postérieurs à l'emploi :

	31/12/2023			31/12/2022		
	Taux d'actualisation	Taux d'inflation long terme	Taux d'augmentation des salaires	Taux d'actualisation	Taux d'inflation long terme	Taux d'augmentation des salaires
Prime retraite France (*)	4,00%	2,59%	2,00%	3,78%	2,59%	2,00%
Retraite succursale Allemagne	4,13%	2,50%	-	3,79%	2,60%	-
Médaille du travail France	4,20%	2,53%	1,50%	3,90%	2,56%	1,50%
Régime Mutuelle salariés retraités France	4,20%	2,52%	-	3,90%	2,55%	-

Les courbes des taux d'actualisation utilisées sont les courbes des obligations Corporate notées AA (source Merrill Lynch) observées fin octobre, corrigées fin décembre dans les cas où la variation des taux avait un impact significatif.

Les taux d'inflation utilisés sont les taux de marché observés à fin octobre et corrigés fin décembre dans les cas où la variation des taux avait un impact significatif.

Le taux d'augmentation des salaires est déterminé sur la base des conditions de marchés.

Note 14. – Dettes subordonnées

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dettes subordonnées	70 000	70 000
Dettes rattachées	441	267
Total	70 441	70 267

Un emprunt à durée déterminée a été souscrit en 2019 auprès de la Société Générale pour un montant de 70 millions d'Euros. La rémunération de cet emprunt sur 10 ans est fixée à un taux Euribor 3 mois + 155 bps. Les intérêts sont versés trimestriellement.

Note 15. – Engagements

A. Engagements donnés et reçus

Engagements donnés

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financement	1 539 121	1 500 584
En faveur de la clientèle		
Ouvertures de crédits confirmés	1 539 121	1 500 584
Engagements de garantie	8 432 420	7 680 741
Donnés aux établissements de crédit (1)	8 432 420	7 680 741
Autres		
Engagements sur titres	122 478	130 591
Titres à livrer (2)	122 478	130 591

(1) correspond à l'engagement donné à SG-SFH dans le cadre d'apport en garantie des prêts immobiliers.

(2) correspond au montant des titres à livrer dans le cas des ordres stipulés à règlement différé.

Engagements reçus

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financement	0	0
Reçus d'établissements de crédit	-	-
Reçus de la clientèle	-	-
Autres	-	-
Engagements de garantie	11 231 231	11 712 798
Reçus d'établissements de crédit (1)	10 861 856	11 375 911
Engagements reçus de la clientèle	369 375	336 887
Engagements sur titres	122 478	130 591
Titres à recevoir (2)	122 478	130 591

(1) correspond essentiellement au montant des garanties reçues de Crédit logement.

(2) correspond au montant des titres à recevoir dans le cas des ordres stipulés à règlement différé.

B. Engagements sur instruments financiers à terme (notionnels)

(En milliers d'Euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	Opérations de trading	Opérations de couverture	Opérations de trading	Opérations de couverture
Instruments de taux d'intérêts				
Instruments fermes				
Swaps - notionnels		10 623 500		9 054 500
Contrats à terme de taux - à recevoir				
Contrats à terme de taux - à livrer		-		-
Instruments conditionnels donnés	3 500		3 500	
Instruments conditionnels reçus				

Détail des instruments financiers au 31 décembre 2023

	Nominal (K EUR)	Type de couverture	Juste valeur (K EUR)	Variation juste valeur sur 2023 (K EUR)
SWAPS				
	1 067 000	macrocouverture – prêts	49 920	-52 531
	9 442 000	macrocouverture - dépôts	-146 452	314 781
	114 500	microcouverture	-662	-840
Total swaps	10 623 500		-97 194	261 410
CAPS	3 500	trading	-	-
Total caps	3 500		-	-

Échéances des engagements sur instruments financiers dérivés

(En milliers d'Euros) au 31 Décembre 2023	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instruments de taux d'intérêts				
SWAPS	2 235 000	4 831 500	3 557 000	10 623 500
CAPS	-	3 500	-	3 500

Note 16. – Produits et charges d'intérêts

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Opérations avec les Banques Centrales (1)	-318	-293
Opérations avec les établissements de crédits	986 458	172 523
Comptes à vue et prêts interbancaires	986 458	172 523
Opérations avec la clientèle	155 230	158 641
Autres concours à la clientèle (2)	150 309	153 688
Comptes ordinaires débiteurs	4 921	4 953
Opérations sur instruments financiers	226 097	37 694
Actifs financiers disponibles à la vente	20 464	10 123
Dérivés de couverture	205 632	27 571
Total produits d'intérêts	1 367 466	368 564
Opérations avec les établissements de crédits	-371 668	-52 493
Emprunts interbancaires	-371 668	-52 493
dont intérêts sur dettes subordonnées	-3 344	-1 102
Opérations avec la clientèle	-353 719	-102 005
Comptes d'épargne à régime spécial	-324 080	-101 969
Autres dettes envers la clientèle	-29 638	-36
Opérations sur instruments financiers	-277 632	-20 945
Dérivés de couverture	-277 632	-20 945
Total charges d'intérêts	-1 003 019	-175 443
Résultat net d'intérêts	364 448	193 121

(1) Il s'agit des intérêts négatifs sur les dépôts faits à la Banque de France (cf. Note 2)

(2) Détail des autres concours à la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Crédits de trésorerie	33 126	22 218
Crédits à l'exportation	0	0
Crédits d'équipement	0	0
Crédits à l'habitat	117 113	131 392
Autres crédits à la clientèle	71	79
Total	150 309	153 688

Note 17. – Produits et charges de commissions

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Produits de commissions		
Opérations avec la clientèle	11 814	8 077
Opérations sur titres	69 726	76 048
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	457	526
Engagements de financement et de garantie	28 570	11 649
Prestations de services	224 527	171 817
<i>Commissions sur moyens de paiement</i>	123 837	93 825
<i>Commissions de gestion mobilière et assurance vie</i>	78 568	58 728
<i>Autres commissions</i>	22 122	19 264
Total des produits	335 094	268 117
Charges de commissions		
Opérations avec les établissements de crédit	-158	-95
Opérations sur titres	-21 599	-19 134
Engagements de financement et de garantie	0	0
Prestations de services diverses	-294 999	-317 813
<i>Gestes commerciaux envers la clientèle</i>	-205 046	-207 628
<i>Commissions sur moyens de paiement</i>	-89 953	-110 185
<i>Autres commissions</i>	0	0
Total des charges	-316 756	-337 042
Résultat net de commissions	18 338	-68 926

Le résultat net de commissions est en hausse de 87,3 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent ce qui s'explique principalement par l'acquisition de 1,4 millions de nouveaux clients soit +26% de base clientèle ainsi que par la renégociation des conditions avec notre partenaire Visa.

Depuis 2021, la compensation des opérations monétiques CB, assurée par GTPS/BAN, a migré progressivement vers une compensation des opération monétique VISA.

GTPS/BAN a continué de facturer sa prestation sur l'ensemble des opérations monétiques et Boursorama a réglé un montant indu de rétrocessions monétique qui s'élève à 13,2M€ (2021 : 1,8 M€, 2022 : 5,1 M€ et 2023 : 6,3 M€).

La prestation 2023 (6,3 M€) a été remboursée par GTPS/BAN. Boursorama est dans l'attente de trouver un accord sur le reliquat de 7,7M€.

GTPS propose de minorer ce reliquat du coût de garantie financière de 3,7M€ et de prendre en charge 50% soit 2M€.

En conséquence, un produit à recevoir de 1,8M€ a été comptabilisé sur 2023.

Note 18. – Gains ou pertes nets sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	0	0
Résultat sur instruments financiers dérivés et de couverture	0	0
Résultat net des opérations de change	1 890	1 087
Total	1 890	1 087

Note 19. – Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Effets publics		
Plus-value et moins-value de cession	0	0
Dépréciation	0	0
Obligations	956	-3 350
Plus-value et moins-value de cession		
Dépréciation	956	-3 350
Total	956	-3 350

Il s'agit de la moins-value latente constatée sur les OAT France (10 ans) avec le coupon détaché à 0%.

Ce titre n'étant pas couvert subi les effets négatifs de la remontée des taux sur ce type d'instrument.

Note 20. – Produits et charges des autres activités

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Produits des autres activités		
Revenus de régie	12 460	12 097
<i>Régie financière</i>	8 285	8 474
<i>Régie commerciale</i>	4 175	3 622
Licence	2 452	2 909
Reprise de provisions pour risques et charges liés à l'activité bancaire	2 111	569
Autres produits	1 464	514
Sous-total	18 488	16 089
Charges des autres activités		
Pertes liées à l'activité bancaire et dotations aux provisions pour risques et charges	-15 670	-14 549
Autres charges	-149	-143
Sous-total	-15 819	-14 692
Total net	2 669	1 396

Note 21. – Frais de personnel

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Rémunérations du personnel	-54 547	-48 065
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-27 877	-23 409
Charges de retraite	-4 584	-2 511
Autres charges sociales et fiscales	-1 610	-1 543
Participation, intéressement, abondement et décote	-8 587	-9 418
Refacturation frais de personnel	-1 961	-2 430
Total	-99 166	-87 376

Jetons de présence

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 125 k euros. Les jetons de présence perçus par les administrateurs salariés du Groupe Société Générale sont reversés au Groupe Société Générale.

Effectif fin de période

	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	541	491
Non cadres	416	396
Total	957	887

Note 22. – Autres frais administratifs

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dépenses liées à l'informatique	-49 329	-41 745
<i>Sous-traitance informatique</i>	-39 292	-36 349
<i>Autres charges sur matériel informatique</i>	-10 037	-5 396
Impôts et taxes divers	-14 977	-15 265
Honoraires de conseil et autres services	-6 137	-8 431
Frais de publicité, marketing et communication	-44 080	-61 747
Autres services extérieurs (*)	-38 786	-62 647
Dotations nettes aux provisions pour frais administratifs		
Charges sur locaux et immeubles d'exploitation	-3 292	-2 631
Charges de location	-5 016	-5 467
<i>Immobilier</i>	-301	-813
<i>Matériel informatique</i>	-4 332	-4 367
<i>Autres</i>	-384	-287
Frais divers	-27 940	-20 795
Total	-189 557	-218 727

Note 23. – Coût du risque

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Risque de contrepartie		
Dotations nettes pour dépréciation	-20 147	-16 694
Pertes non couvertes	-5 931	-4 161
Sur créances irrécouvrables	-5 931	-4 161
Sur autres risques		
Récupérations	512	345
Sur créances irrécouvrables	512	345
Sur autres risques	-	
Total	-25 566	-20 510

Note 24. – Gains ou pertes sur actif immobilisé

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Titres de participation et de filiales :	0	-8
Gains et pertes sur titres de filiales	-60	0
Gains et pertes sur titres de participation détenus à long terme	0	0
Dépréciations nettes des titres de filiales	60	-8
Immobilisations et autres actifs :	0	-4
Gains et pertes sur immobilisations incorporelles	0	0
Gains et pertes sur immobilisations corporelles	0	-4
Gains et pertes sur autres actifs	0	0
Total	0	-12

Note 25. – Résultat par action

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net (a)	35 362	-165 138
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires (b)	35 362	-165 138
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (c)	127 928 994	120 835 852
Résultat par action (en EUR)	0,276	-1,367
Effets dilutifs		
Ajustements du résultat net au titre des instruments dilutifs (d)	-	-
Nombre de titre retenus au titre des éléments dilutifs (e)	-	-
Résultat net dilué [(f) = (b)+(d)]	35 362	-165 138
Nombre moyen pondéré d'actions après effet de la dilution [(g) = (c)+ (e)]	127 928 994	120 835 852
Résultat dilué par action (en EUR)	0,276	-1,367

Note 26. – transactions avec les parties liées

Cette note liste les transactions avec les parties liées au sens de la norme IAS 24 et tel que définies dans le règlement 2010-03 du 2 septembre 2010.

« Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui prépare ses états financiers ».

« Une transaction entre parties liées est un transfert de ressources, de services ou d'obligations entre une entité présentant les états financiers et une partie liée, sans tenir compte du fait qu'un prix soit facturé ou non »

Les transactions visées par le règlement présentent les deux conditions suivantes cumulatives : une importance significative et ne sont pas conclues à des conditions normales de marché.

1. Transactions avec les entités associées

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	31/12/2023	31/12/2022
	Convention cadre de prêt dénommée "Affiliate Facility Agreement"		
Société Générale	Rémunération collatéral GMC	18 797	11 348
Société Générale	Rémunération TLTRO III	4 421	10 197
Société Générale	Encours prêts mobilisés GMC	8 432 420	7 680 741
Société Générale	Emprunt collatéralisé	8 209 100	7 756 700
Société Générale	Prêt replacement	7 859 000	7 406 600
	Convention cadre de garantie dénommée "Affiliate Collateral Security Agreement"		
Société Générale SFH	Engagement donné GMC	8 432 420	7 680 741
	Emprunt subordonné à durée indéterminée	-	-
Société Générale	Emprunt subordonné à durée déterminée	70 441	70 267

2. Rémunération des dirigeants

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Avantages à court terme	537	436
Avantages postérieurs à l'emploi		-
Avantages à long terme	64	51
Paieement fondé sur les actions	141	126
Total	742	613

Note 27. – Événements post-clôture

Aucun autre événement postérieur à la clôture n'est à reporter dans les présents états financiers.

Les états financiers établis pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 ont été approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 mai 2024.

B. – Affectation du résultat de l'exercice 2023

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée ordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

1. Décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2023 d'un montant de **35 361 576,55 euros** en totalité au compte de report à nouveau ;
2. Constate qu'après cette affectation, le report à nouveau, qui s'élevait après affectation du résultat 2022 à **283 902 910,88 euros débiteur** s'établit désormais à **248 541 334,33 euros débiteur** ;
3. Rappelle, conformément à la loi, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

C. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos au 31 décembre 2023)

À l'assemblée générale de la société BOURSORAMA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Boursorama relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les prêts et les créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle si son client ou sa contrepartie s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers. Votre société constitue des dépréciations et des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Les principes comptables d'évaluation des dépréciations individuelles sur les crédits à la clientèle sont présentés dans la note « Les principes comptables et méthodes d'évaluation » de la section « Créances envers les établissements de crédit et la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Votre société constitue des dépréciations et des provisions destinées à couvrir les pertes de crédit avérées. Par ailleurs, votre société a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des encours douteux.</p> <p>Au 31 décembre 2023, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit, le montant total des dépréciations ainsi que celui des dotations nettes pour dépréciations de crédit sont mentionnés dans les notes 4 et 23 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle interne de votre société et testé les contrôles informatisés relatifs à l'évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle.</p> <p>Nos spécialistes en systèmes d'information ont pris connaissance du dispositif informatique mis en place par votre société avec notamment une vérification des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques visant à traiter les données relatives aux dépréciations sur les crédits à la clientèle.</p> <p>Notamment, nous avons, avec nos spécialistes en système d'information, examiné la conception et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par votre société, en particulier ceux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ l'identification des indicateurs de dépréciation des contreparties, tels que l'existence d'impayés ; ▶ la correcte identification des expositions présentant un risque de crédit avéré. <p>Nos autres travaux d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ examiner les principaux paramètres retenus par votre société pour évaluer les dépréciations des créances douteuses au 31 décembre 2023 ; ▶ comparer les taux de provisionnement en résultant avec les données d'autres acteurs bancaires en France afin d'apprécier le caractère raisonnable des stocks de dépréciation sur créances douteuses constatés dans les comptes annuels au 31 décembre 2023.

Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 1, 4 et 23 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons également examiné les informations qualitatives et quantitatives présentées dans les notes 1, 4 et 23 de l'annexe aux comptes annuels, relatives au risque de crédit

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Boursorama par votre assemblée générale du 19 mai 2008 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 23 mai 2012 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2023, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la seizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la douzième année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG Audit était commissaire aux comptes depuis 2000.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 7 mai 2024,

Les commissaires aux comptes :

DELOITTE & ASSOCIÉS
Charlotte Vandeputte

ERNST & YOUNG et Autres
Vincent Roty

D. — Comptes consolidés.

Les comptes consolidés de BOURSORAMA sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de SOCIETE GENERALE, situé 29 Boulevard Haussmann 75009 Paris.

Les états financiers consolidés de SOCIETE GENERALE sont consultables sur le site :

<https://investors.societegenerale.com/fr/informations-financieres-et-extra-financieres/resultats-et-publications-financieres/resultats-trimestriels>

E. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : BOURSORAMA, 44 rue Traversière, 92772 Boulogne-Billancourt.